

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne et sur la situation en Syrie, à Bruxelles le 15 mars 2013.

LE PRÉSIDENT : « Mesdames, Messieurs, je vous retrouve à la fin du Conseil. Nous nous étions déjà rencontrés sur la première partie. Tard hier soir, il s'est tenu un sommet de la zone euro. Je souhaite en effet que régulièrement il puisse y avoir des réunions à 17 pour appréhender ce que signifie l'économie de cette zone, comment nous pouvons mieux coordonner nos politiques et comment nous pouvons renforcer encore les instruments de stabilité et de croissance.

Dans la réunion d'hier soir, il y a eu un focus qui a été fait sur les questions de productivité et de compétitivité. Une zone monétaire suppose d'adopter : une politique monétaire, celle qui est conduite par la Banque centrale et une politique budgétaire coordonnée et mais également une politique qui vise à renforcer la capacité de croissance et qui veille également à mettre en cohérence tous les pays de cette zone, pour qu'ils puissent avoir le niveau le plus élevé de compétitivité et de productivité. Ensuite, à la zone euro, par la coordination de ces politiques, et à chacun des pays, de relever le niveau de la performance industrielle. Nous avons donc regardé ce qu'étaient les niveaux de productivité et comment nous pouvons les relever.

Il y a eu également une discussion sur la coordination des politiques économiques. Il y a des pays qui sont en déficit de balance de paiement courant et qui doivent donc faire des efforts pour redresser leur commerce extérieur, pour améliorer leur compétitivité. Et puis, il y a des pays qui sont en excédent de paiement courant, qui doivent garder ces avantages, mais qui doivent également soutenir leur demande intérieure pour qu'il puisse y avoir, dans la zone euro, un soutien direct à la croissance. Pendant que d'autres font des efforts pour maîtriser leurs comptes publics ou extérieurs.

Cette discussion a donc été utile. Elle n'a pas débouché sur des décisions immédiatement opérationnelles, mais elle donne un cap stratégique à la zone euro, qui ne peut pas être simplement une zone de discipline, une zone de vigilance, une zone de stabilité. Tout cela est nécessaire et d'ailleurs des progrès ont été enregistrés depuis plusieurs mois. J'ai personnellement salué l'action qui avait été conduite par Mario MONTI en Italie. Pas simplement pour l'Italie, mais pour l'Europe.

Mais il y a aussi, au-delà de la stabilité, des règles budgétaires, une croissance à préparer et qui est spécifique aussi à la zone euro. Parce que dès lors que l'on est dans une zone monétaire, nous avons forcément des convergences aussi en terme de politique de compétitivité, de politique industrielle et de politique de production. Cela était le premier sujet. Chypre sera évoquée cet après-midi en Eurogroupe. Nous n'avons pas entre chefs d'Etat et de gouvernement abordé directement cette question.

Ce matin, il y a eu une discussion comme nous avons eu lors de la précédente réunion du Conseil européen, sur la Chine la dernière fois, sur la Russie cette fois-ci. Partenaire stratégique, partenaire important, partenaire avec lequel, Européens, nous devons aller unis dans un certain nombre de négociations que cela soit sur l'énergie, sur le commerce ou sur la question des droits de l'Homme.

Enfin, il y a eu la question de l'attitude de l'Europe face à la Syrie qui a été posée. Je l'ai fait. Je dois constater qu'il y a eu des progrès, depuis déjà plusieurs semaines, sur la manière dont laquelle l'Europe regarde sa relation avec la Coalition qui est aujourd'hui, je le rappelle, la représentante légitime du peuple syrien.

Il y a eu deux Conseils des Affaires étrangères qui se sont tenus, au mois de janvier et au mois de février, et qui ont permis non seulement de reconnaître la Coalition, mais en plus de lui livrer un certain nombre de matériels non létaux, ainsi qu'une assistance technique. Ce qui est maintenant regardé, c'est ce qui peut être fait pour lever le embargo. Nous avons une date ultime qui est la fin du mois de mai. D'ici là, il y aura une prochaine réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères, en Irlande, pour que soient regardées toutes les conséquences de la levée de l'embargo.

Pourquoi je souhaite qu'il y ait cette évolution de l'attitude européenne ? Pourquoi maintenant ? Parce que justement, cela fait deux ans que le drame se produit et que le nombre des victimes salouddit de jour en jour. Ces derniers mois, aucune solution politique n'a été trouvée, malgré toutes les tentatives du médiateur, M. BRAHIMI, malgré les discussions que nous avons pu avoir sur le plan bilatéral, malgré les réunions du Conseil de sécurité Rien n'a pu être obtenu du régime de Bachar Al ASSAD.

Il y a eu, enfin, une troisième évolution. C'est justement celle de la reconnaissance, par une grande partie de la communauté internationale, de la Coalition comme représentante légitime du peuple syrien. S'ajoutent les armes qui sont livrées par un certain nombre de pays, dont la Russie, pour parler clairement, à Bachar Al ASSAD et à son régime.

A partir de là, nous devons en tirer toutes les conclusions. J'estime que l'Europe doit prendre cette décision dans les prochaines semaines. C'est ce qui nous est demandé par la Coalition, mais pas seulement par la Coalition. Par la Coalition parce qu'elle veut, dès lors qu'il n'y a pas d'issue politique pour le moment la pression militaire pourra sûrement la faire ressurgir, dès lors qu'elle est reconnue internationalement, d'avoir les moyens de pouvoir défendre les zones qui ont été libérées.

Ensuite, nous devons faire en sorte que ces armes aillent bien à la Coalition, et seulement à la Coalition, et ne puissent pas être détournées par des groupes dont nous n'aurions pas l'assurance qu'ils en feraient le meilleur usage. Enfin, il y a des pays qui nous assurent qu'ils pourront, aussi, en assurer le contrôle et l'assistance technique. Je pense notamment aux pays de la Ligue arabe. Il y a donc aujourd'hui une évolution à engager. Elle sera utile pour chercher l'éventuelle solution politique, elle sera nécessaire pour défendre la population en Syrie. Tel est le débat que nous avons eu. Il va se poursuivre lors de la prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères. Voilà l'état de nos discussions sur cette question importante et qui affecte l'ensemble de la vie internationale ».

QUESTION : « Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur l'état des discussions dont vous venez de parler ? Quels sont les pays qui seraient en train de évoluer vers la France et ceux qui sont extrêmement éloignés ? »

PRESIDENT : « Moi, je ne veux pas chercher à diviser ou à séparer. Je veux faire en sorte que l'Union européenne puisse adopter une position commune. Je défends donc une attitude qui est, à la fois, celle de la responsabilité face à la situation en Syrie et aussi celle de la cohérence et de la cohésion que l'Europe doit donner.

La discussion devait donc avoir lieu. Elle avait d'ailleurs déjà eu lieu lors de plusieurs Conseils des ministres des Affaires étrangères. Nous avons en plus une date, la fin du mois de mai, pour en décider puisque nous aurons à délibérer sur cette question de l'embargo. On peut le faire avant, mais, de toute manière, nous aurons à le faire à la fin du mois de mai.

Ce que je cherche donc, c'est à convaincre. Pour l'instant, il y en a beaucoup qui sont convaincus autour de la table. Mais pas tous. Je respecte cette position parce qu'il y a toujours cette interrogation sur les conséquences de cette levée de l'embargo. Et aussi des assurances qui doivent être données sur l'utilisation de ces moyens matériels et militaires. Pour savoir si cela sera contrôlé et si l'opposition syrienne est capable, aujourd'hui, de les utiliser sans qu'il y ait de

conséquences sur les populations civiles et sans qu'il y ait de risque d'être détournés par des groupes dont nous considérons qu'ils peuvent être dangereux pour l'après-Syrie ou plus exactement pour l'après-Bachar Al ASSAD.

QUESTION : « Est-ce que vous êtes confiant, quand vous parlez de cette date du 31 mai sur la possibilité de réunir les 27 autour de cette idée de la levée de l'embargo ? Plus précisément est-ce que vous pensez possible et même souhaitable que certains pays lèvent l'embargo unilatéralement avant ou après cette date ? »

LE PRESIDENT : « Nous devons chercher, je l'ai dit, une position commune. Nous avons une politique étrangère et de sécurité commune. Elle doit trouver sa place. Ce n'est pas facile à 27 bientôt à 28. Il y a des nuances, il y a des sensibilités, il y a des traditions. Des pays viennent de ce que l'on appelle « la neutralité ». Nous devons faire un effort pour qu'une position puisse être trouvée. Une date est fixée pour la fin du mois de mai. Cela peut arriver avant, puis ensuite nous verrons bien ce qu'il y a lieu de faire. Mais j'ai dit ce que serait l'attitude de la France. Je dois chercher la position commune et je pense que la méthode qui a été utilisée celle de réunions des ministres des Affaires étrangères, pour regarder à chaque fois l'état de la situation est la bonne manière de l'appréhender. Cette méthode est la bonne.

QUESTION : « En France, au sujet de la Syrie, plusieurs voix politiques se sont élevées, certaines parlant de folie, d'autres d'action isolée de la France, d'autres d'apprenti sorcier. Quest-ce que vous répondez à ces interpellations ? Quest-ce que vous pouvez dire également aux Français, qui pourraient s'inquiéter de cette perspective ?

LE PRESIDENT : « D'abord les Français parce que ce sont eux qui doivent être juges de ce que nous faisons et protégés par ce que nous décidons. La levée de l'embargo n'aura aucune conséquence sur les relations que nous avons avec le régime de Bachar Al ASSAD, nous n'en avons plus ! Nous considérons qu'il doit partir, il n'y aura donc pas de changement de notre diplomatie.

Nous considérons que ce qu'il fait, aujourd'hui, pour son peuple est criminel. Je ne peux pas dire davantage levée de l'embargo ou pas levée de l'embargo, la France a été le premier pays du monde à reconnaître l'opposition à l'époque, c'était l'opposition, aujourd'hui c'est la Coalition nationale comme représentante légitime du peuple syrien. J'ai pris mes responsabilités et cette position, d'ailleurs, est devenue celle de l'Europe et d'une large partie de la communauté internationale.

Nous luttons contre le terrorisme, partout dans le monde. Nous serons donc attentifs aux aides matérielles que nous faisons à la Syrie. Nous l'avons déjà fait pour ce que l'on appelle le matériel non létal, l'aide humanitaire ce que nous avons fait déjà dès l'été ou l'aide financière puisque nous avons réuni à Paris une Conférence des amis.

Puisque nous avons déjà aidé l'opposition, nous aurons à cœur de le faire jusqu'au bout, parce que nous avons confiance en elle. A partir de là, la France a pris cette position. Elle a déjà convaincu l'Europe à la soutenir à travers la reconnaissance, à fournir du matériel et de l'aide humanitaire. Nous continuons dans ce même processus et nous luttons contre le terrorisme partout. Parce que nous voulons éviter qu'en Syrie, il puisse y avoir, par la radicalité de certains groupes, un risque terroriste comme nous l'avons connu en Libye. La France doit savoir quelle est protégée contre le terrorisme par une lutte contre le terrorisme à l'échelle du monde.

Enfin, sur les positions des uns et des autres, si je devais les commenter ! A peine étais-je élu qu'on me demandait de faire, pour la Syrie une aide qui n'avait pas été prévue jusque-là. Certains me demandaient même d'aller à Moscou cet été, en toute hâte, et demander à Mme MERKEL de m'accompagner pour convaincre M. POUTINE. Certains me demandaient de livrer des armes, déjà à cette époque, les mêmes qui aujourd'hui s'interrogent ou salarment

Ecoutez, franchement, il y a ce qui relève de la politique nationale, elle a ses règles et ses principes et je ne veux pas ici commenter ces propos. Et puis il y a ce qui relève de la responsabilité. La mienne, c'est de faire en sorte que nous puissions être cohérents dans les actions que nous conduisons par rapport à la Syrie depuis plusieurs mois. Quand je dis plusieurs mois, c'est aussi par rapport à la période avant mon élection.

Il y a une cohérence que nous devons rappeler parce qu'il y a une continuité qui doit aussi au-

Il y a une cohérence que nous devons rappeler parce qu'il y a une continuité qui doit aussi, au-delà des alternances, être menée et respectée. Il y a donc ce que nous avons engagé, depuis déjà des mois, et qui doit trouver son prolongement. Je ne dis pas son aboutissement parce que ce n'est qu'une étape et que nous cherchons, de toute manière, une solution politique. La pression militaire fait partie de cette démarche. Voilà je n'ai pas d'autres commentaires à faire sur les commentaires ! »

QUESTION : « Avec les 27, vous aviez à discuter de la Russie. Quel est le message que vous envoyez aujourd'hui à Moscou ? Sur la question de la Syrie, est-ce que vous pouvez lui assurer quelle gardera, si y a une alternance en Syrie, sa base militaire ? Quels sont les éléments de langage que vous allez adopter avec les Russes parce qu'une des clés de la solution politique est à Moscou pour les amener, non pas à cesser leur livraison d'armes, mais que leur livraison d'armes soit plus utile pour une solution politique que celle que nous avons aujourd'hui ? Deuxièmement, comment allez-vous assurer le contrôle des armes ? Certaines armes sont parties de Libye apparemment se sont retrouvées en Syrie dans des mains qui n'étaient pas automatiquement les bonnes. Comment va-t-on s'assurer de ce contrôle de ces armes ? »

LE PRÉSIDENT : « Aux Russes et au président POUTINE, j'ai déjà dit et je le répète devant vous : nous respectons la position de la Russie dans cette région et les intérêts qu'elle peut encore détenir ou préserver. C'est légitime, la Russie fait partie de ces puissances qui contribuent, qui peuvent contribuer à l'équilibre, à la stabilité. J'ai plusieurs fois garanti, autant qu'il était possible, au président POUTINE que, après ASSAD, ne serait-ce pas, pour les Russes, la fin de la relation que ce grand pays a avec la Syrie. Nous avons donc tout fait pour associer la Russie à la solution politique.

D'ailleurs, quand je suis allé à Moscou, nous avons envisagé avec le président POUTINE l'initiative que des éléments du régime puissent discuter avec l'opposition syrienne pour chercher la solution politique, si ces éléments étaient acceptés par l'opposition et si ces éléments acceptaient de discuter avec l'opposition. Mais je constate que rien n'a bougé.

Quelques jours après que j'ai pu lancer cette initiative et que les Américains et les Russes en aient également discuté, Bachar Al ASSAD a annoncé des élections en 2014, en Syrie et qu'il était candidat à sa succession. Ce qui n'était quand même pas l'ouverture qui était attendue ! Donc, cette position qui pourrait être, demain, la levée de l'embargo n'est pas destinée à couper les relations avec la Russie. Au contraire.

Nous avons intérêt à trouver la solution sinon il y a une pression militaire qui va se faire. Vous avez raison de dire que des armes qui avaient été livrées, pendant l'insurrection et la rébellion en Libye, se sont retrouvées sur d'autres champs et d'autres lieux. Au Mali mais aussi en Syrie. La question de la livraison des armes, pour avoir la meilleure réponse, exige que la Coalition donne toutes les garanties. C'est parce qu'elle les fournit que nous pouvons aujourd'hui envisager la levée de l'embargo. Nous avons toute certitude maintenant de ce que serait l'utilisation de ces armes. Enfin, il y aura un accompagnement, une aide technique, une assistance qui seront fournis. Ce qui, là aussi, évitera un certain nombre de déperdition ».

QUESTION : « D'abord, est-ce que vous avez parlé de l'accord de libre-échange avec les États-Unis au cours de ce sommet. Je voulais également savoir quelle était la position de la France concernant cet accord de libre-échange sachant que les droits de douanes sont déjà à un niveau historiquement bas. Est-ce qu'on ne risque pas de négocier des secteurs qu'a priori on n'a pas intérêt à négocier comme les normes sanitaires, la culture etc. ? »

Seconde question concernant la nouvelle répartition des sièges au sein du Parlement européen qui a été votée, cette semaine, par les députés européens et qui viole la règle du traité de Lisbonne sur la dégressivité proportionnelle. Elle revient, en gros, à priver la France et la Grande-Bretagne des députés qu'ils auraient dû avoir en fonction de l'évolution démographique. Quelle est la position de la France ? Est-ce que la France va bloquer au mois de juin cette répartition ? »

LE PRÉSIDENT : « Nous n'avons pas discuté de l'accord de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis. Mais nous aurons à en débattre puisqu'un mandat doit être donné à la Commission européenne. Ma position est la suivante : je suis pour qu'il y ait une négociation qui ouvre pour lutter contre les barrières douanières ou les freins aux échanges de façon à favoriser la

croissance.

Mais il doit y avoir des garanties par rapport à certains domaines. Vous avez évoqué les normes sanitaires. Cela en est un auquel nous sommes attentifs, notamment dans cette période. Mais il y a un autre domaine sur lequel je voudrais insister, c'est la question de l'exception culturelle et notamment des services audiovisuels. Ce secteur comme il avait été exclu pour d'autres accords, ne peut pas se trouver dans le mandat. Je veux que ces domaines soient exclus du champ de la négociation.

Sur la deuxième question, la répartition des sièges. Il y a des règles effectivement prévues par les traités, c'est la formule de « la dégressivité proportionnelle » un jargon très européen, pour bien comprendre qu'il n'y a rien à comprendre. C'est tout simplement la règle que le nombre de sièges doit être fonction de la population ».

QUESTION : « Si je peux revenir sur les questions économiques, hier soir, M. MONTI vous a envoyé une lettre qui était un cri d'alarme. Il disait qu'il faut des mesures pour éviter la marée montante du populisme. La solution politique qu'on essaie en ce moment de trouver en Italie une alliance avec un mouvement qui demande un référendum sur l'Euro c'est la réponse et la bonne solution ?

LE PRESIDENT : « Mario MONTI a en effet adressé une lettre à tous les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Europe. Il leur a donné une leçon qu'il retenait du scrutin qui venait d'avoir lieu en Italie. Sur le plan de la conduite économique, il a dit que ce qu'il avait fait avait permis, non seulement à l'Italie mais aussi à l'Europe, de sortir de l'instabilité financière que nous connaissions il y a encore quelques mois.

Moi, je n'oublie pas le rôle qu'a joué Mario MONTI, au Conseil européen du mois de juin dernier, pour nous permettre de trouver des instruments qui sont maintenant en place. Le rôle également qu'il a joué dans son pays, pendant plusieurs mois, pour prendre des mesures qui ont fait que la spéculation s'est ralentie pour ne pas dire retirée de la zone de la monnaie unique.

Il nous a aussi fait valoir une leçon. C'est que si les pays vont trop vite dans l'ajustement, s'ils n'entrevoient pas la croissance, l'espoir, le renouveau dans les décisions qui sont difficiles à prendre sur le plan des disciplines budgétaires, des améliorations de compétitivité ou des réformes structurelles, alors le risque, c'est le rejet non pas des gouvernements, mais le rejet de l'Europe en tant que telle. Cette leçon doit donc être absolument retenue et comprise dans les décisions qu'on aura à prendre en Europe dans les prochains mois.

Sur la situation politique italienne, il ne m'appartient pas d'en juger. Le président de la République italienne aura à faire le choix de désigner un président du Conseil qui cherchera une majorité qui semble difficile. Il y a aussi l'intérêt du peuple italien et je ne doute pas que les forces politiques y travailleront ».

QUESTION : « Concernant la Syrie : si, au 31 mai, il n'y avait pas de levée collective de l'embargo sur la livraison d'armes pour l'opposition syrienne, que ferait la France ? Vous avez dit hier que vous prendriez vos responsabilités. Seriez-vous prêt à des livraisons unilatérales avec les Britanniques en faveur de l'opposition syrienne ? Par ailleurs cela fait longtemps que les Français et les Britanniques poussent pour la levée de l'embargo. Il n'y a pas eu réellement de consensus, notamment fin février, quand on a prolongé les sanctions. Quest-ce qui vous permet de penser que l'état d'esprit général de l'Union européenne évolue ? En avez-vous notamment parlé avec Mme MERKEL qui n'a pas l'air très chaude là-dessus ? »

LE PRESIDENT : « Je vous l'ai dit, je ferai tout pour qu'à la fin du mois de mai, au plus tard, une solution commune soit adoptée par l'Union. Je me place donc dans cette perspective, pas dans la division, pas dans la séparation, pas dans l'unilatéralisme. Nous devons convaincre. Je dois faire valoir mes arguments et montrer qu'il y a une nouvelle étape à franchir.

Quest-ce qui fait qu'il peut y avoir une évolution ? L'Europe a déjà évolué ! Vous rappeliez, à juste raison, que ces dernières semaines non seulement la Coalition nationale, c'est-à-dire l'opposition a été maintenant reconnue seule instance légitime de représentation de la Syrie, mais en plus ce qui paraissait inenvisageable, des aides matérielles lui ont été autorisées.

Moi-même, j'ai longtemps pensé que cette simple fourniture de matériel suffisait et que cela

permettait de faire la pression nécessaire sur le régime syrien, tout en donnant à l'opposition les moyens d'agir. Mais on est devant une asymétrie et c'est ce qui fait que nous devons aller plus loin.

D'un côté, un régime condamné pour ses exactions et ses massacres, qui n'a pas la reconnaissance de l'Europe et qui obtient des armes, du matériel de plusieurs pays, notamment de la Russie mais pas seulement de la Russie. Ce pays les utilise, il a des armes chimiques et menace de les employer. En face, il n'y aurait que des armements qui viennent d'où ne sait-on ? La meilleure façon de procéder c'est de contrôler les armes qui sont apportées à l'opposition. Tout à l'heure nous avons évoqué la Libye. Je préfère donc que l'on fasse les choses avec contrôle, vigilance, précaution. Je ne désespère pas de convaincre les membres de l'Union européenne ». Comment allez-vous faire pour convaincre Mme Merkel car l'Allemagne est réticente à la levée de l'embargo ?

« Mme MERKEL elle-même je n'ai pas à parler en son nom a dit quelle regarderait toutes les conséquences des décisions que nous pourrions prendre et quelle serait attentive à ce que les ministres des Affaires étrangères pourraient avoir comme délibération, dès la prochaine réunion à Dublin. Je fais d'ailleurs observer que la déclaration du ministre des Affaires étrangères allemand était beaucoup plus ouverte que ce qu'il disait jusque-là ».

Si l'Union européenne ne parvient pas à un accord que ferez-vous ? « Si n'y a pas d'accord, nous nous retrouverons et je vous dirais quelle sera la décision de la France. Mais j'ai déjà dit que nous aurons à prendre nos responsabilités ».

La France souhaite-t-elle utiliser un droit de veto ? « Non, ce n'est pas une question de veto. Cela fait partie de la politique européenne de sécurité commune. Nous devons aller dans le sens de la convergence. Ensuite, nous aurons à la fin du mois de mai une décision à prendre. Mais peut-être avant, parce que la situation évolue, parce qu'il y a des dizaines et des centaines de morts chaque semaine ou chaque mois ! Nous avons donc là à faire face à une gravité qui effectivement peut convaincre beaucoup de ce que nous avons à faire maintenant ».

QUESTION : « Je comprends bien que la livraison d'armes permet d'inverser le rapport de forces et donc de faciliter une issue politique. Mais cela comporte des risques pour la France. Avez-vous d'autres objectifs en tête ? Plus le conflit perdure, plus il y a un risque de terrorisme et plus il y a un risque de déstabilisation régionale avec le Liban, la Jordanie, Israël. Est-ce à tout cela que vous pensez quand vous vous impliquez davantage dans ce conflit ? »

LE PRESIDENT : « Le plus grand risque serait de ne rien faire. Le plus grand risque serait de laisser faire. Le plus grand risque serait de faire que Bachar Al ASSAD continue à massacrer son peuple et que des groupes désespérés se réfugient dans le terrorisme. Le plus grand risque, c'est le chaos.

Voilà pourquoi nous devons agir. Au-delà des questions humanitaires, des questions qui nous interpellent au nom du devoir d'aider un peuple qui est aujourd'hui en danger, nous avons aussi à agir dans notre propre intérêt, pour la sécurité de la région et vous avez raison. Parce que nous avons maintenant des conséquences directes de ce qui se produit en Syrie : au Liban encore ces dernières heures, mais également dans la région et avec tout ce que cela peut avoir comme conséquence à l'échelle du monde et c'est-à-dire une guerre civile qui perdurerait, radicaliserait les deux camps et ferait que des armes seraient utilisées et avec des prolongements extérieurs - en Turquie, au Liban et ailleurs sans doute -.

Voilà, le plus grand risque, c'est l'inaction. En prenant une décision, c'est ainsi que l'on réduit les risques. Sur les armes, mieux vaut les contrôler que les laisser circuler - ce qui est le cas aujourd'hui - et avec des financeurs dont nous ne pouvons être certains qu'ils soient eux-mêmes sûrs de la destination de leur livraison ».

QUESTION : « Avez-vous des informations sur l'éventuel usage d'armes chimiques par le régime d'Al ASSAD ? »

LE PRESIDENT : « Non, nous n'avons pas d'informations. Nous avons pour l'instant conscience que le régime prendrait un risque extrêmement élevé s'il les utilisait et il le sait. Merci ».